



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

**RD 51 - PR 2+251 - Renforcement du mur de soutènement  
Saint Blaise - Commune de Saint Mitre les Remparts**

---

Date et heure limites de réception des offres :

17 juillet 2026 à 17 : 00

**Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**  
**DAP SAM-RP**  
Hôtel du Département  
52 avenue de Saint Just  
13256 MARSEILLE CEDEX 20

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Conditions de la consultation .....	4
2.1 - Compléments à apporter aux C.C.T.P et C.C.A.P.....	4
2.2 - Délai de validité des offres .....	4
2.3 - Forme juridique du groupement .....	4
2.4 - Variantes.....	4
2.5 - Développement durable.....	4
3 - Les intervenants.....	4
3.1 - Maîtrise d'oeuvre .....	4
3.2 - Conduite d'opération.....	5
3.3- Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Conditions relatives au contrat .....	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	5
5 - Contenu du dossier de consultation .....	5
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	6
6.1 - Documents à produire.....	6
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	9
7.1 - Transmission électronique.....	9
7.2 - Transmission sous support papier.....	10
8 - Examen des candidatures et des offres .....	10
8.1 - Sélection des candidatures.....	10
8.3 - Attribution des marchés.....	11
8.4 - Suite à donner à la consultation.....	14
9 - Renseignements complémentaires.....	15
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	15
9.2 - Procédures de recours.....	15

# **1 - Objet et étendue de la consultation**

## **1.1 - Objet**

La présente consultation concerne :

RD 51 - PR 2+251 - Renforcement du mur de soutènement Saint Blaise - Commune de Saint Mitre les Remparts

L'opération concerne le renforcement du mur, dont les prestations à réaliser sont les suivantes :

- Les études d'exécution,
- Le dimensionnement des clous (longueur, diamètre, localisation, inclinaison...). Le titulaire devra fournir un plan soumis à la validation du MOE avant le début des forages.
- Le contrôle intérieur,
- L'installation et la signalisation de chantier,
- Les ouvrages provisoires ou éléments provisoires et tous les ouvrages mis au marché et qui ne font pas partie des travaux de réparation proprement dits,
- La mise en place des dispositifs de confinement du chantier pour la protection de l'environnement (bâches de protection des sols, géotextiles, bacs de rétention pour les hydrocarbures, gestion séparée des déchets, rétention et pompage des eaux, bâches de confinement pour les poussières, clôtures temporaires du chantier),
- La mise en œuvre d'un suivi géométrique de l'ouvrage ;
- Le traitement des eaux de plateforme durant les travaux.
- Le nettoyage et, le cas échéant, la dévégétalisation de l'ouvrage,
- La création des accès nécessaires à la réalisation des travaux,
- La réalisation de forages dans les maçonneries et le terrain en place,
- La mise en œuvre dans ces forages de barres en acier (clous),
- Le scellement des clous,
- La mise en œuvre de tête de clous en éléments métalliques en forme de « double S »
- La protection des têtes de clous contre la corrosion,
- La mise en place de barbacanes et de drains,
- Le rejointoiement si nécessaire,
- La reprise de la structure et de la couche de roulement de chaussée sur environ 50 cm.

Lieu(x) d'exécution :

Bouche du Rhône

13920 Saint-mitre-les-remparts

## **1.2 - Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## **1.3 - Type et forme de contrat**

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## **1.4 - Décomposition de la consultation**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Le renforcement consiste uniquement en la mise en place de tirants passifs et la réfection de la chaussée sur la zone d'intervention. Aussi, l'opération est techniquement spécifique et ne fera pas intervenir de nombreux corps de métier. Les différentes prestations sont imbriquées et interdépendantes d'un point de vue chronologique. La spécificité de l'opération fait donc qu'un allotissement ne se justifie pas techniquement et risquerait d'induire une augmentation des délais et du coût des travaux.

## **Forme de prix :**

Le marché est passé à prix forfaitaires et prix unitaires.

## **1.5 - Nomenclature**

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45233140-2	Travaux routiers
45233120-6	Ouvrages d'art et de génie civil

## **1.6 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## **2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - Compléments à apporter aux C.C.T.P et C.C.A.P**

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières, ni au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

### **2.2 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres. Dans le cas de négociation, ce même délai sera reporté à compter de la date limite de réception des offres après négociation.

### **2.3 - Forme juridique du groupement**

Chaque marché sera dévolu soit à un candidat unique, soit à un groupement.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

### **2.4 - Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

### **2.5 - Développement durable**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans les documents suivants :

- CCTP – Article 1.6.5 : limitation des nuisances et respect de l'environnement et Article 2.10 : SOSED

## **3 - Les intervenants**

### **3.1 - Maîtrise d'oeuvre**

La maîtrise d'oeuvre sera assurée par la Direction des Routes et des Ports, déléguée au Service Ouvrage d'Art, représentée par le Chef du Service Ouvrage d'Art.

### **3.2 - Conduite d'opération**

La conduite des opérations sera assurée par la maîtrise d'œuvre.

### **3.3- Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### **3.4 - Contrôle technique**

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

### **3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de **niveau II** sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## **5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe 1 "Procédure pour la remise des offres par voie électronique"
- 1 Formulaire DC1 en vigueur
- 1 formulaire DC2 en vigueur
- 1 Formulaire DC4 en vigueur
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) à accepter sans modification ni rature et réserve.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, à accepter sans modification ni rature et réserve.
- Annexe au CCTP : Dossier de plans, contraintes liées à la canalisation Total
- Le cadre du mémoire technique (permettant d'apprécier la valeur technique)
- Le bordereau des prix (BP)
- Le Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Cadre sous détail de prix n° : 1001, 2001, 3001, 4004, 4005
- Suggestion de déviation
- Levé topo canalisation
- Dossier Natura 2000
- Les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux
- Etude paysagère
- G2\_Pro

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le marché peut être consulté et téléchargé dans sa totalité sur la plate-forme des Marchés Publics du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le CD13 précise qu'il collecte les données à caractère personnel des candidats téléchargeant le DCE du présent marché. Le téléchargement du DCE vaut accord pour la réutilisation des données collectées dans le cadre de la stratégie achat du CD13, notamment pour la constitution d'une base de données fournisseurs. Ces données sont les suivantes : nom, numéro de téléphone et mail du contact. En cas d'opposition à ce traitement, merci d'adresser un mail à : [dpo13@departement13.fr](mailto:dpo13@departement13.fr)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français pour l'ensemble des documents remis.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Formulaire DC1 (lettre de candidature) et Formulaire DC2 (déclaration du candidat) ou Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E.)	Non

Dans le cas où le candidat souhaite avoir recours aux capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, **notamment un sous-traitant**, il devra obligatoirement renseigner la rubrique **H** du **DC2** (ou la rubrique C de la partie II du DUME). Il devra justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les documents mentionnés dans les tableaux ci-dessous. Il apportera la preuve qu'il disposera des capacités de ce ou ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché. En cas de sous-traitance, la production du DC4 en pièce de l'offre sera considérée comme suffisante. Dans les autres cas, cette preuve peut être rapportée par tout moyen et notamment par un engagement écrit de l'opérateur économique sur les capacités desquelles le candidat s'appuie.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Si pour une raison justifiée (notamment pour les sociétés nouvellement créées), l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

Renseignements concernant les références professionnelles et/ou qualifications professionnelles de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement au cours des trois dernières années	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Libellés	Signature
Liste des travaux de même nature exécutés au cours des 5 dernières années (montant, année, lieu d'exécution).	Non

Le candidat peut justifier de ses capacités techniques et professionnelles par tout autre moyen.

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par les certificats d'identité professionnelle FNTP en cours de validité ou par équivalence : au moins 3 certificats de capacité (ou d'autres justificatifs regardés comme équivalents fournis par des maîtres d'ouvrage) datant de moins de 5 ans, attestant de la compétence du candidat à réaliser les travaux suivants : Ouvrages d'art :  - FNTP 1131 – Ouvrages de technicité courante	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

**En l'absence de qualifications le candidat doit préciser ses références dans le domaine du marché, réalisées au cours des 5 dernières années, avec indication du maître d'ouvrage, de la**

**nature exacte des travaux se rapportant à l'objet du marché concerné, du lieu, du montant et de l'année.**

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).**

Dans le cas où les candidats se présenteraient sous la forme d'un groupement, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire.

Si le groupement est désigné attributaire, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

**Si le candidat est une société nouvellement constituée, il devra indiquer la dénomination et l'adresse de l'organisme duquel sa demande d'inscription est en cours et être en mesure de fournir les pièces justifiant cette demande (extrait Kbis par exemple). Il devra fournir toute information permettant de justifier de ses capacités techniques et financières.**

En application de l'article R2142-25 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

### **DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (D.U.M.E.)**

En application de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, **l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), en lieu et place des documents DC1 et DC2 et leurs multiples annexes réclamées, rédigé en français conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution de la Commission Européenne du 05/01/2016 (UE-2016/7),**

Le DUME est disponible en version électronique au format .xml. permettant de renseigner le document e-DUME directement sur un des deux sites web :

<https://ec.europa.eu/tools/espdl/filter?lang=f>

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il doit être dûment rempli par une personne habilitée à engager la société.

Si l'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants utilisent le DUME, toutes les informations exigées au titre des DC1 et DC2 devront être obligatoirement renseignées.

**L'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants ne sont pas dispensés de remplir les sections A, B et C de la partie IV « critères de sélection ».**

Un opérateur économique qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autre entités (y compris un sous-traitant), doit fournir à la fois son DUME et un DUME distinct pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct doit être remis pour chacun des cotraitants.

Les DUME de chacun des opérateurs devront contenir les informations demandées **dans la partie I, dans les sections A et B de la partie II, dans les sections de la partie III, IV et VI.**

Les candidats qui souhaitent réutiliser un DUME déjà utilisé dans une procédure antérieure devront confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables en application de l'article R2143-4 3ème alinéa du Code de la commande publique et que ces informations soient adaptées aux exigences de l'acheteur.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. En cas d'absence ou de réponse incomplète sur l'un des éléments du mémoire, il en sera tenu compte dans la notation (jusqu'à la possibilité d'affecter une note nulle) sans que cela n'entraîne pour autant l'irrégularité de l'offre.	Non
Le Bordereau des Prix (BP)	Non
Le Détail Estimatif (DE)	Non
Les sous-détail des prix unitaires n° 1001, 2001, 3001, 3003, 4004, 4005	Non
En cas de sous-traitance, DC4 dûment complété.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### **7.1 - Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

**Conditions envoi copie de sauvegarde :**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

L'enveloppe portera obligatoirement la mention :

**Marché pour la RD51 – PR 2+251 – Renforcement du mur de soutènement Saint Blaise – Commune de Saint Mitre les Remparts**

Copie de sauvegarde de l'offre déposée électroniquement  
en date du ..... à .....heure(s) .....minute(s)..... seconde(s)  
NE PAS OUVRIR"

N° SIRET.....

Cette copie devra être remise contre récépissé du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ou envoyée par pli recommandé avec avis de réception à l'adresse suivante :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône  
SAM-RP  
Bureau B6039  
Hôtel du Département  
52, Avenue de Saint Just  
13256 MARSEILLE CEDEX 20

Les formats des documents demandés sont indiqués dans l'annexe n°1 au présent document intitulé : "Procédure pour la remise des plis par voie électronique".

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

**7.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

**8 - Examen des candidatures et des offres**

**8.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les

candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. A ce titre, les candidats devront fournir, dans un délai qui leur sera précisé par courrier ou par voie électronique, tout document justificatif et autre moyen de preuve justifiant de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leur capacité économique et financière et de leurs capacités techniques et professionnelles au regard des exigences fixées au présent Règlement de consultation.

## 8.2 - Critères de jugement des candidatures

- **Conformité aux obligations légales, fiscales et sociales.** Il s'agit de vérifier, conformément aux articles R2143-3 1° et R2143-4 du Code de la commande publique, que les candidats (chacun des membres du groupement et des éventuels sous-traitants) attestent d'une régularité de situation sur les plans légaux, sociaux et fiscaux. - **Aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R2142-2, R2142-5 à R2142-14, R2142-25, R2143-11, R2143-12 et R2143-16 du Code de la commande publique.**

## 8.3 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'offre jugée économiquement la plus avantageuse sera celle qui se verra attribuer le total le plus élevé après pondération.

Dans l'hypothèse où seule (s) une (ou des) offre (s) techniquement insuffisante (s) ou financièrement trop coûteuse (s) serait (aient) présentée (s), le marché pourrait ne pas être attribué et la procédure pourrait être déclarée sans suite par le Pouvoir Adjudicateur.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b>1-Prix des prestations</b> Noté de 0 à 100 par application de la formule puis pondéré : Note du candidat = 100 x (prix de l'offre la moins disante / Prix de l'offre du candidat). Le montant de l'offre et le montant total du DE	<b>40%</b>
<b>2-Valeur technique</b> La note du critère 2 « valeur technique » sera calculée selon la formule suivante, puis pondérée : Note « valeur technique » = $\frac{100 \times \text{Note du mémoire technique du candidat}}{\text{Note la plus élevée des mémoires techniques}}$	<b>50%</b>

<p>Où Note du mémoire du candidat = somme des points obtenus par le candidat pour chacun des sous-critères indiqués ci-dessous.</p> <p>Note la plus élevée des mémoires des candidats = note du mémoire la plus élevée obtenue à l'issue de l'analyse des mémoires de tous les candidats</p>	
<p><b>SC1 : Moyens humains et matériels</b></p> <p><b>Le candidat fournira l'organigramme du chantier et indiquera :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La répartition des tâches entre mandataire, cotraitants et sous-traitants déclarés (si le candidat ne fait qu'envisager la sous-traitance, il est invité à le préciser dans l'organigramme)</li> <li>- Les équipes d'exécution des travaux et l'organisation de leur encadrement.</li> <li>- Les CV du personnel d'exécution et d'encadrement avec leur niveau de formation initiale et/ou leur expérience professionnelle ainsi que leurs références pour des prestations de même nature.</li> <li>- Le matériel prévu et disponible pour la réalisation des différentes missions</li> </ul> <p>Noté de 0 à 4 points puis pondéré</p>	30%
<p><b>SC2 : Organisation des travaux et méthode d'exécution</b></p> <p><b>Le candidat fournira les éléments suivants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'organisation du chantier et les méthodes mises en œuvre pour l'exécution des travaux, notamment vis-à-vis des contraintes d'exploitation et de la gestion de la déviation.</li> <li>- Les techniques d'exécution et procédures : procédure de déblais et remblais sur chaussée avec déclinaison des phasages. Précautions pour garantir la stabilité du mur. Technique de forage avec plan et procédure détaillée en insistant sur la l'aspect de la gestion de la contrainte liée à l'existence de la canalisation Total. Procédure détaillée de pose des clous avec injection du coulis.</li> <li>- Programme d'exécution des travaux conformément à l'article 2.3 du CCTP.</li> <li>- Le phasage prévisionnel détaillé de l'ensemble du chantier en tenant compte des contraintes de chantier indiquées au CCTP (Site NATURA2000, existence d'une canalisation « Total » à proximité immédiate du chantier).</li> </ul>	70%

<p>- Les procédures mises en place dans l'entreprise pour l'organisation et le contrôle de la qualité. Il précisera les modalités du contrôle interne et externe, ainsi que les mesures mises en œuvre pour s'assurer de la traçabilité du suivi du contrôle de la qualité et du traitement des non-conformités.</p> <p>Noté de 0 à 4 points puis pondéré</p>	
<p><b>3 – Qualité environnementale :</b></p> <p>La note du critère 3 « qualité environnementale » sera calculée selon la formule suivante, puis pondérée :</p> <p>Note « environnementale » = <math>\frac{100 \times \text{Note du mémoire du candidat}}{\text{Note la plus élevée des mémoires}}</math></p> <p>Où Note du mémoire du candidat = somme des points obtenus par le candidat pour chacun des sous-critères indiqués ci-dessous.</p> <p>Note la plus élevée des mémoires des candidats = note du mémoire la plus élevée obtenue à l'issue de l'analyse des mémoires de tous les candidats</p>	<p><b>10 %</b></p>
<p><b>SC1 : Fonctionnement général du chantier en vue du respect de l'environnement :</b></p> <p>Le candidat indiquera comment il envisage d'organiser ce chantier en vue de limiter la création de nuisances à l'environnement immédiat du site (Gestion du bruit et des poussières, contraintes Natura2000, ...).</p> <p>Le candidat fournira un schéma des installations de chantier, il précisera l'organisation mise en place et les dispositions envisagées afin de respecter les règles d'hygiène et de sécurité du chantier.</p> <p>Ces documents seront adaptés aux particularités du chantier et devront répondre à la réglementation en vigueur.</p> <p>Le candidat précisera notamment les dispositions envisagées pour pallier toute pollution accidentelle du chantier et les moyens utilisés pour transmettre l'information au personnel de chantier.</p> <p>Noté de 0 à 4 points puis pondéré</p>	<p>70%</p>
<p><b>SC2 : La gestion des déchets</b></p> <p>Le candidat précisera notamment les dispositions d'organisation prévues, pour assurer le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets de chantier, en conformité avec l'article L.541-2 du Code de l'Environnement et l'article 2.10 du CCTP.</p> <p>Cet engagement du candidat supposera qu'il ait pris connaissance des contraintes de toutes natures liées au traitement des déchets du chantier, y compris ceux produits par l'entreprise. Seront précisés le recensement, le tri, le suivi et la</p>	<p>30%</p>

valorisation des déchets du chantier (déchets inertes, déchets non dangereux non inertes, etc.).	
Noté de 0 à 4 points puis pondéré	

**Les notes de 0 et 4 points correspondent respectivement aux appréciations suivantes : 0 : très insuffisant ou non renseigné, 1 : insuffisant, 2 : assez bien, 3 : bien / satisfaisant, 4 : très bien / très satisfaisant.**

Lors de l'examen des offres, une vérification matérielle des offres de prix des candidats sera effectuée. Dans le cas de discordance constatée dans une offre, les prix indiqués dans le bordereau des prix prévaudront et les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront rectifiées.

Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en compte.

#### **8.4 - Suite à donner à la consultation**

Le pouvoir adjudicateur prévoit de recourir à une négociation

La négociation sera menée avec les 3 candidats arrivés en tête de classement selon les modalités suivantes : négociation écrite ou orale. La négociation pourra se dérouler en un ou plusieurs tours.

Toutefois, le marché pourra être attribué sur la base des offres initiales sans négociation. Dans ce cas, en application de de l'article R2152-2 du Code de la commande publique, la régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre, sans avoir recours à la négociation ou à la régularisation des offres irrégulières.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat individuel ou en cas de groupement, chaque membre du groupement, et le(s) éventuel(s) sous-traitant(s) justifie ne pas être dans un des motifs d'exclusion. A ce titre il devra remettre, dans un délai qui lui sera précisé ou par voie électronique les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 et R2143-16 du Code de la commande publique.

Le candidat qui est établi hors de France et qui envisage de détacher temporairement un salarié sur le territoire national pour l'exécution de ce marché doit en informer le pouvoir adjudicateur et fournir, avant le début de détachement, en application des articles L.1262-4 et R.1263-12 du Code du travail, les documents ci-après:- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du Code du travail.- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2 du Code du travail. Afin de simplifier le dépôt des offres, les candidats ne sont plus tenus de signer l'offre présentée. En revanche, l'acte d'engagement signé sera exigé du seul candidat auquel est envisagé d'attribuer le marché qui devra strictement se conformer à l'offre qu'il aura déposée et pour laquelle il est engagé. A cet effet, le pouvoir adjudicateur renseignera l'acte d'engagement avant de l'adresser, par voie électronique au travers du profil d'acheteur, non revêtu de sa signature, au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Celui-ci remplira alors les rubriques qui n'ont pu être renseignées par le pouvoir adjudicateur, **le signera de préférence électroniquement** et le retournera via le profil d'acheteur à ce dernier, dans un délai qui lui sera précisé par voie électronique.

Dans le cas où l'attributaire pressenti ne signerait pas son offre dans le délai imparti, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après pourra être sollicité directement.

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances, il devra également fournir la preuve de la souscription d'un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité décennale. Cette attestation devra comporter les mentions minimales prévues à l'article R. 243-2 du code des assurances et précisées par l'arrêté du 5 janvier 2016 fixant un modèle d'attestation d'assurance.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.departement13.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **9.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :  
Tribunal Administratif de Marseille  
31 Rue Jean François Leca  
13002 MARSEILLE

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Marseille  
31 Rue Jean François Leca  
13002 MARSEILLE

Tél : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 89

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)